

ments des shériffs dont la loi nouvelle avait déterminé la quotité sans que ceux-ci en fussent plaints ni eussent demandé une augmentation de leur salaire; aussi l'adoption du tarif nouveau sans que le Barreau eût été consulté; d'un côté, la proportion exorbitante, inutile, des honoraires de certains officiers de la cour, de l'autre, la réduction des honoraires de l'avocat à une échelle minime au point de rendre cette profession improductive, et de détruire l'indépendance du Barreau en le considérant dans l'estime publique; déclarèrent que "les Juges de la cour Supérieure du Bas-Canada ont, par leur conduite, déshonoré de la confiance du Barreau du district de Québec," suggérant un appel de sa part à la législature sur ces matières; — la formation d'un comité de cinq avocats pour s'entendre avec les députés des autres sections du Barreau du Bas-Canada touchant la création d'un tarif plus convenable; une collecte pour couvrir les frais des démarches nécessaires dans le but en contemplation.

Après lecture du rapport, l'assemblée l'adopta à l'unanimité ainsi que les résolutions dont nous venons de tracer l'analyse. Il fut aussi unanimement agréé que les membres du Barreau de Québec s'abstiendraient de reprendre leurs sièges à l'audience durant la session actuelle de la cour supérieure, à la session prochaine (du 24 décembre au 1er janvier) de la cour de circuit, et jusqu'à ce que l'opinion des autres sections du Barreau du Bas-Canada fut connue.

La cour a continué de siéger, mais deux avocats seulement ont assisté en costume à l'audience et continué toutes les causes inscrites sur le rôle.

Les clercs-avocats de Québec ont aussi fait réunion le 21 décembre et adopté des résolutions approuvées de la conduite de leurs patrons. L'esprit de corps dont on a eu raison parfois de déplorer l'absence, se révèle aujourd'hui avec la plus grande unanimité pour la solution hâtive de cette grave affaire dont il n'est pas encore aisé de prévoir quel sera le dénouement.

Les membres du Barreau de Montréal s'étant rassemblés vendredi pour se déterminer sur l'attitude qu'il doit prendre dans ce débat, se sont réunis de nouveau samedi pour la considération du rapport du comité qu'ils avaient nommé la veille. Nous y reviendrons.

On lit dans le Journal de Québec :

Les juges et les avocats.

Si de la part des avocats nous ne craignons pas quelques remontrances concernant le fait de leurs charges, *icelles lurs et bien considérées* en notre conseil, il y aura pourvu par nous aussi qu'il n'apparaisse pas raison.

(Déclaration de Henri F. L. du 25 mai 1832.)

La querelle qui vient de s'élever entre le banc et le barreau n'est pas tant le produit de la réduction du tarif des avocats que de la manière secrète et arbitraire dont ce tarif a été fait et promulgué. Non seulement les praticiens, mais le public aussi avaient droit de connaître ce tarif, et il devait subir comme tout autre mesure la discussion. Nos juges, comme s'ils eussent fait un mauvais coup, ont craint le jour de la publicité, et tout a été mystérieusement travaillé dans les ténèbres.

C'est là la vraie plainte du barreau.

Il est vrai de dire que depuis longtemps nos cours de justice n'offrent pas l'exemple d'un grand décorum; on y a vu bien souvent des querelles animées sur le banc entre les juges mêmes. Cette mauvaise humeur se traduit vis-à-vis du barreau, et dans les plaidoiries ordinaires à l'audience, ce n'est qu'interruptions et brusqueries continuelles de la part du banc à l'adresse des avocats. Quelques citations feront voir, comme ces interruptions sont considérées par ceux qui ont écrit sur la bonne administration de la justice, "ces interruptions," "dit M. de la Rivière, sont contre les règles de la bienséance et de la justice. L'on doit considérer aussi que si les juges faisaient ainsi qu'autrefois les fonctions d'avocat, et préféraient, pour user des termes de la loi, l'honneur d'être debout au barreau, au droit d'être assis, il y en a plus d'un qui serait très embarrassé."

"C'est l'abus de ces mêmes interruptions que le dernier siècle seulement a vu naître, qui a donné occasion au fils aîné d'Antoine Loisel, de s'écrier, dans le fameux dialogue des avocats, composé par ce dernier. "Où est l'honneur que j'ai entendu de vous, mon père, avoir été autrefois au Palais, et la faveur que messieurs les présidents portaient aux jeunes avocats de votre temps, les coustant doucement, supportant et excusant leurs fautes, et leur donnant courage de mieux faire; au lieu que maintenant il semble à quelques-uns que nous soyons d'autre bois ou d'autre espèce, et que les gens de néant nous interrompent et malmènent à tout bout de champ, nous faisant par fois des demandes qui ne sont nullement à propos, et non seulement à nous autres jeunes gens qui le pourrions avoir quelquefois mérité, mais bien souvent aux anciens, et à ceux qui entendent si bien leurs causes, que l'on voit par la fin et la conclusion, que ceux qui leur avaient fait ces interrogations et interruptions avaient eux-mêmes tort, et non les avocats," dants, qui plaident trouvaient n'avoir rien dit "qui ne fut pertinent et nécessaire à leur cause."

[Communiqué.]

Malgré de légères couches de neige tombées à quelques jours d'intervalle, les chemins se sont complètement refaits et continuent d'être beaux. Nos marchés abondent en produits; la circulation la plus active règne par toute la cité. La température qui n'est pas excessivement froide encourage les promeneurs; aussi, depuis l'apparition du *Christmas Day*, des sœurs nombreuses ne cessent de sillonner la ville dans toutes les directions et particulièrement la rue Notre-Dame.

Il paraît que pour l'un de la semaine dernière s'est fait ressentir non seulement au Canada, mais dans les États nord de l'Union, et qu'il a occasionné des pertes sérieuses sur son passage à Boston et particulièrement à New-York où des constructions en voie d'achèvement ont été renversées et des vaisseaux considérablement endommagés dans le port.

M. Murdoch Morison, avocat de cette ville, a été condamné samedi à une pénalité de trois mois et aux frais de poursuite, sinon, et à défaut d'y satisfaire, à un mois d'emprisonnement, pour assaut commis sur la personne de F. G. Johnson, échever, l'un des membres du barreau de Montréal. Le jugement de condamnation fut prononcé par J. D. Lacroix, échever, Juge de Paix, qui sut y joindre, dit-on, une semonce très-appropriée au mode qu'il avait eu devoir employer le défendeur pour avoir raison de son adversaire.

Châtiment terrible infligé aux rebelles d'Alep.

Le gouvernement ottoman vient de venger d'une manière terrible les massacres dont les chrétiens ont été récemment victimes à Alep, et de mettre fin, en même temps, à une insurrection qui devenait menaçante. Voici ce que rapporte une correspondance de Constantinople, arrivée par le dernier Courrier :

"Le bateau anglais, partant ce soir, me fournit l'occasion de vous faire connaître les détails du châtiment infligé aux rebelles d'Alep."

"Le 7 novembre, au soir, Kerim-Pacha, commandant militaire à Alep, fit savoir aux chefs des rebelles qu'il désirait leur parler; ceux-ci, persuadés qu'on les respecterait par la crainte d'une nouvelle émeute, se rendirent à l'appel; Kerim-Pacha les fit arrêter. Aussitôt que cet acte énergique fut connu dans la ville, les insurgés se soulevèrent de nouveau, et, au nombre de 10,000 environ, réclamèrent les armes à la main, la mise en liberté de leurs chefs. Kerim-Pacha était déjà prêt, et, au lieu de leur répondre, il tomba sur eux à la tête de 4,000 hommes de troupes du Sultan. Le carnage dura vingt-quatre heures; 1,800 rebelles restèrent sur le champ de la bataille; trois quartiers de la ville, qui étaient les foyers de l'insurrection, Kerim-Pacha, Bab-Cousa El-Bab-Neizab, ont été, pendant la lutte, en grande partie détruits. Les habitants et les insurgés que la mort avait épargnés prirent la fuite. La cavalerie est à leur poursuite."

"Pas un chrétien n'a eu à souffrir pendant cette lutte sanglante."

"Tous les biens des insurgés sont confisqués pour indemniser les pertes éprouvées par les chrétiens, pour relever les églises détruites et assurer des moyens d'existence aux familles des treize chrétiens qui avaient perdu la vie dans les journées des 14 et 15."

"S. H. le sultan a dû cette fois-ci faire faire violence à ses sentiments d'humanité, qui le faisaient toujours pencher vers l'indulgence."

"Il fallait cesser d'une manière définitive, les doutes qui existaient dans les esprits sur les intentions du souverain et sur la politique de son Gouvernement."

"Les fanatiques et les hommes attachés aux pratiques anciennes de l'Orient continuaient en formant un vaste complot, à intimider le souverain, lui faire abandonner le système de sages réformes, et le ramener à l'ancienne tolérance religieuse. L'Europe avait également peu de confiance dans l'efficacité de la protection des chrétiens par le Gouvernement ottoman. Cette fois-ci, on croyait qu'il n'y avait qu'un simulacre de sévérité, et que l'intervention des agents étrangers serait nécessaire pour faire rendre justice aux chrétiens d'Alep."

"Les notes que je vous fais connaître prouveront :

"Aux fanatiques, qu'ils ne doivent plus espérer de faire abandonner au sultan son système de réformes, et à l'Europe, qu'aujourd'hui on n'a plus besoin de protéger les chrétiens sujets du sultan Abd-el-Medjid, attendu qu'il est devenu leur meilleur protecteur, et que ce qu'on a pu obtenir en faveur des chrétiens en Orient depuis François Ier, par des protections blessantes pour l'autorité du sultan, le souverain actuel le leur a accordé spontanément et par sa propre volonté."

"Un courrier, arrivé hier de Bosnie, apporte la nouvelle qu'Omer-Pacha, dans deux batailles, à Bonovine et près Zvornik, a défait les rebelles et mis fin à l'insurrection des beyes de Bosnie."

"Ainsi se trouve terminés les troubles qui avaient éclaté sur deux extrémités de l'empire, évoqués par le fanatisme en Syrie, troubles fomentés par les seigneurs féodaux en Bosnie. Cette victoire consolidera l'autorité du sultan, et consacrera définitivement les deux principes proclamés par ce souverain : Tolérance religieuse, égalité de tous devant la loi."

## FAITS DE L'ÉTRANGER.

Le petit bourg de Saint-Léger, canton de Saint-Symphorien, était en fête. Deux braves habitants de la commune, époux plus que septuagénaires, célébraient le cinquantième anniversaire de leur mariage. Toute la population était sur pied, en habits du dimanche. Dès le matin, une foule nombreuse stationnait devant le presbytère du digne pasteur du lieu, fils plein de dévouement des vieux époux dont on allait célébrer l'union. A huit heures, un magnifique man à été planté au son de la musique et du tambour. Puis, l'heure de la messe venue, les deux vieillards, escortés de tous les habitants du bourg, se sont dirigés vers l'église. M. L. membre du conseil général, a offert son bras à l'épouse. Arrivés aux pieds des

autels, où, un demi-siècle auparavant, les époux, jeunes alors, avaient, pour la première fois, juré l'irrévocable *conjugal*, les vieillards septuagénaires ont partagé avec leur fils aîné devenu prêtre, le pain eucharistique.

On sortit de l'église, les époux ont été reconduits processionnellement par la foule au presbytère, où un repas de noces attendait les invités. Au tour de la table sont venus s'asseoir les fils et petits-fils des vénérables vieillards, ainsi qu'un grand nombre d'habitants de la commune, en sorte que cette fête de famille est devenue une véritable fête pour tout le village.

— On écrit de Londres, le 25 novembre : "Voici une nouvelle preuve de la sévérité avec laquelle on punit actuellement les duels dans l'armée anglaise."

"Deux jeunes officiers, le lieutenant Edward Banbury-Litchfield et l'enseigne George Carham-Huxham, s'étant battus en duel à Beddiah (Indes-Orientales), la Cour martiale, bien qu'aucun d'eux n'eût fait à l'autre de blessures graves, les a condamnés tous deux, ainsi que leur témoins, le lieutenant Stapleton-Smith et l'enseigne Wollaston-White, à la peine de la dégradation."

"En même temps, la cour, prenant en considération les services signalés rendus par les quatre condamnés, a sollicité du général en chef, sir Charles Napier, leur grâce pleine et entière; mais le général Napier a répondu qu'il n'y avait pas de services, quelque grands et importants qu'ils soient, qui puissent excuser un délit aussi grave que celui d'avoir participé ou concouru à un duel. En conséquence, Son Excellence a confirmé la condamnation prononcée contre M. Banbury-Litchfield; quant à MM. Stapleton-Smith et Wollaston-White (les témoins du combat), elle a commué cette peine en celle de la radiation des contrôles de l'armée, et elle n'a accordé grâce pleine et entière qu'à M. Carham-Huxham attendu la jeunesse et l'inexpérience de cet officier, qui n'a que dix-huit ans, et vu qu'il avait été insulté et provoqué sans motif plausible par le lieutenant Banbury-Litchfield."

On lit dans un journal anglais : "M. Georges Wombwell, qui vient de mourir à l'âge de 73 ans, laissant une grande fortune qu'il a gagnée en faisant voyager et en montrant des ménageries d'animaux féroces dans les foires, a voulu que le jour de sa mort soit éternellement fût annoncé au public qu'il assistait à la représentation. En effet, sur la place du Marché, à North-Allerton, pendant l'exhibition des animaux, on a annoncé la mort de M. G. Wombwell; l'orchestre a joué la *Marche des Morts*, de Sülz; on a donné à manger aux animaux, et la toile a baissé."

TROP DE TALENT NUIT. — (POLICE CORRECTIONNELLE DE PARIS.) — Taponot est un Parisien qui possède un fort joli talent de société; il joue du co. de chasse, de la contre-basse, du basson, du piston, et de la serinette, tout cela sans instruments; il lui suffit de se pincer une main d'une façon particulière et de se mettre un ou plusieurs doigts devant la bouche, et à l'instant même il exécute une ouverture à grand orchestre. Depuis longues années, il faisait les délices de tous les gens qui avaient le bonheur de le connaître; on s'était fait un besoin de posséder Taponot; pas de belle fête sans Taponot; sans Taponot tout languissait.

Un soir du mois dernier, Taponot venait de dîner avec des amis qu'il avait désolés comme d'habitude, et comme on ne joue pas simultanément de cinq instruments sans avoir besoin de prendre quelque chose. Taponot suivait l'habitude de messieurs les musiciens, avait pris quelque chose; il avait même pris pas mal de choses, car, arrivé rue Annuaire, il jouait d'un autre instrument, il battait la caisse sur les murs avec son dos.

Un agent vient à passer, lui demanda ce qu'il fait le long du mur à pareille heure; Taponot au lieu de répondre, se pince le nez et joue à l'agent, sur le piston, la première phrase de la *Marseillaise*: "Allons enfants de la patrie." L'agent l'engage à cesser cette plaisanterie et à répondre; Taponot se pince une main et entonne sur le co de chasse la phrase: "Contre nous le tyranisme." Nouvelle invitation de la part de l'agent d'avoir à répondre. Taponot se pince les lèvres, les couvre de deux doigts et continue sur la contre-basse: "Entendez-vous dans ces campagnes..." Puis, sur une troisième sommation, il ajoute un doigt aux deux autres, et continue sur la clarinette Phynne marseillaise; puis, comme ennuyé de la patience de l'agent qui voyait qu'il avait à faire à un homme ivre, Taponot lui entonne dans l'oreille, sur le trombone: "Aux armes, citoyens!" Ceci mit fin à la scène, Taponot fut arrêté; il résista, et comparait aujourd'hui devant la police correctionnelle.

Il a été condamné à quinze jours de prison. Il aura le temps de réfléchir et de comprendre qu'un talent d'agrément procure bien des désagréments si l'on ne sait pas s'en servir à propos.

EXPOSITION DE 1850. — Pendant que Londres prépare sa grande exposition industrielle, l'administration française n'a rien négligé pour donner un éclat particulier à l'exposition artistique qui a eu lieu à Paris, à dater du 25 décembre.

Le palais national a été entièrement remis en état, et l'on a profité, avec intelligence, de la circonstance, pour restaurer complètement les appartements du premier étage, qui avait eu plus particulièrement à souffrir des événements de 1848. Les dorures ont été refaites, les cheminées restaurées, les peintures rafraîchies. Il n'y a plus de trace de ruine. Pour la première fois, on verra librement la chapelle, dans laquelle on remarque de curieuses grisailles.

Le grand salon provisoire, orné de figures allégoriques, peintes par Gosse, est entière-

ment terminé. Tout autour sont des tablettes, pour soutenir les tableaux, et des balustrades, pour les isoler du public. Partout des conduits répandront la chaleur dans les galeries et les appartements.

On comptait, avant le 25, près de 3500 objets d'art de tous les genres, et l'on pense que ce nombre s'élèvera peut-être à 6000. Mais le jury d'examen est là pour réduire cette imposante quantité de toiles, de marbres, de dessins.

Lundi, 25, fut le dernier jour accordé aux artistes pour le dépôt de leurs ouvrages. Il y eut presse dans les ateliers, chez les fabriciens de cadres; tout le monde voulait arriver en même temps pour ce grand jour. De nombreux envois ont en lieu de la part des étrangers, particulièrement de la Belgique, de la Hollande et de l'Angleterre. L'Italie ne fait jamais rien parvenir.

## CORRESPONDANCE.

M. l'Éditeur,

Le correspondant "C" est l'un des Platon microscopiques de l'*Avenir*. Dans le N° du 20 novembre de cette feuille, il aborda le sujet des *idées superstitieuses* et assurait qu'il même ton que s'il se fut agi d'une vérité, que messieurs les curés ne cherchent pas à éblouir le peuple à ce sujet en ne prêchant pas contre les erreurs populaires.

Le 18 décembre, son intime ami "D" se présente à son tour sur l'arène: ce n'est qu'une petite ruse, c'est-à-dire, qu'il n'y a dans son écrit que le thème du 20 novembre, retourné il est vrai, mais non plus véridique ni plus sensé dans sa teneur.

Il me paraît, à moi, que "D", au lieu de reprocher au clergé son silence, devrait lui-même élever la voix, ou plutôt diriger ses coups de plume contre les *idées superstitieuses* qu'il veut bannir. Ses deux communications ressemblent à tous les articles de son journal qui déplorent le présent; insulte au passé, et sape les bases de l'*Avenir*. — Il accuse et ne prouve rien; critique et n'instruit pas; indique le mal sans préparer le remède.

Je demande donc à "D": n'êtes-vous point en état de tonner philosophiquement vous-même contre les superstitions, ou craindriez-vous de n'être point écouté?

Je suppose que MM. les curés veulent s'assujettir à vos prescriptions; qu'ils prêchent, quand vous le voudrez, contre les superstitions dans les campagnes, dites: ne les croirez-vous que sur ce chapitre seul, entamé par votre permission spéciale, et ne leur reconnaîtrez-vous pas le droit de vous faire comprendre qu'il y a des *erreurs* plus funestes encore que les superstitions à notre époque! — Soyez franc, et dites sincèrement que vous leur niez ce droit; car s'il est vrai que vous n'avez à censurer pour le bon peuple, vous oubliez aussi sans peine que la vérité est à l'usage de tout le monde au lieu de l'innombrable famille des erreurs. Il est probable que vous, qui prétendez au contrôle des prédications religieuses, êtes en état d'en discuter les textes.

C'est pourquoi j'ai trouvé fort clair et fort conséquent que vous prétendiez dicter aux prêtres des sermons, n'en pas tirer un grand profit pour vous-même, et ne pas seulement daigner prêcher au moins de la plume, à ce bon peuple, en contribuant à l'aneantissement de la superstition... Mais, à propos de cela même, il est difficile de venir au secours du peuple selon vos idées: car il est bien des choses que vous mettez, vous, sous la calotte de ce mot *superstition*!

Je vais terminer par un enseignement bien facile à votre adresse, celui des faits. C'est le moyen peut-être de vous empêcher d'y revenir. D'abord, il est faux, absolument faux, que MM. les Curés n'aient jamais prêché ou ne prêchent pas assez fréquemment contre les superstitions populaires... J'ai pour vous le soutien, comme règle générale mon propre témoignage et celui d'une foule d'autres, dont la crédibilité n'est nullement équivoque, entendez-vous? — En second lieu, il est surprenant que vous paraissiez ignorer que les superstitions populaires, loin de n'avoir que le Canada pour refuge, existent chez tous les peuples civilisés, même au sein des nations contemporaines où existe la plus grande masse de lumières philosophiques... Bien plus, on n'est jamais parvenu à déraciner la superstition dans le monde, à raison des tendances naturelles de l'homme qui le portent au merveilleux... Les sermons et les livres n'en ont point encore obtenu raison... Ainsi, grand philosophe, à l'œuvre vous-même!

"E."

Comté de Huntingdon, 27 déc. 1850.

## BAUME DU DR. WISTAR.

Morris County, Mendham, N. Jersey.

29 Octobre 1846.

DR. SETH W. FOCOLE. — MONSIEUR. Avant de vous faire connaître les heureux effets du Baume de Wistar, il est sans doute bon de vous dire que je suis âgé de 75 et que j'ai toujours demeuré dans cette ville. En octobre, 1845, je fus pris d'un gros rhume qui fut suivi des plus grandes douleurs. Je commençai à me mesurer, à éprouver beaucoup de craintes pour mon rétablissement. Je me procurai une bouteille de sirop Schenck qui ne me fit aucun bien. J'eus alors recours à un médecin, et je n'éprouvai aucun mieux du traitement qu'il me donna. Voyant qu'il ne pouvait me guérir, il me conseilla de prendre du Baume de Dr. Wistar qui avait opéré tant de guérisons remarquables. Je le fis, et aussitôt la toux m'abandonna entièrement, après en avoir pris une bouteille. Et maintenant je suis en pleine santé. Si je venais à éprouver la même maladie je ne manquerais pas de recourir au Baume de Dr. Wistar. Le médecin avait été porté à me donner ce conseil par l'heureuse expérience qu'il avait faite lui-même de ce remède. Au moment où je vous écris ces détails, j'apprends qu'un jeune homme des environs vient d'être guéri de la même maladie par le même moyen.

EPHRAÏM SANDERS.

## ANNONCES.

### LIBRAIRIE ET RELIURE.

Coin des Rues Notre-Dame et St. Vincent.

Le Soussigné offre ses plus sincères remerciements à MM. du Clergé et au public en général pour l'accueil et l'encouragement libéral qu'il a reçu, et profite de cette occasion pour solliciter de nouveau ce même patronage. Il tient en mains un bon assortiment de livres d'Eglise, richement reliés en velours, agraftés, aux coins dorés, et une grande variété d'autres livres gauffrés, dorés sur tranches.

TELS QUE

Formulaire de prières	Anges Conducteur
Paroissien Romain	Journée du Chrétien
Imitation de Jésus-Christ	Pensez-y-bien
Chemin de la Croix	Paroissien des D-mois-elles
Vieilles du St. Sacrement	Imitation de la Ste. Vierge
Miroir des Ames	Mois de Marie
Mois de St. Joseph	Images grandes et petites.

Aussi tous les livres en usage dans les Eglises Chrétiennes, papier, plumes, encre, ciré, oublies crayons, ardoises etc. Le tout à très bas prix.

Z. CHAPLEAU.

Montréal, 27 décembre 1850.

## Avis

### AUX ENTREPRENEURS.

LES Syndics pour la construction d'une EGLISE et L'ARCHITECTE dans la Paroisse de St. Zotique, reçoivent des soumissions le 15me JOUR de JANVIER prochain à 10 HEURES du matin, en la CHAPELLE de la dite Paroisse, pour la construction d'une Eglise et Sacristie en Pierre. L'Eglise devra avoir 90 pieds de long sur 45 pieds de large et 32 pieds d'une pierre à l'autre de hauteur, et la Sacristie 25 pieds carrés, le tout à mesure française et de dedans en dedans. Pour plus amples informations, voir les PLANS et DEVIS pour référence. St. Zotique, ce 15 décembre 1850.

## ATTENTION!!!

### VRAI VIN FRANÇAIS SANS MELANGE.

M. HERVEY & Co., sollicités par des membres de leur famille, résidant aux portes de Bordeaux et en position incontestablement favorable, viennent de recevoir par le navire "l'Arthur" un ASSORTIMENT de COGNAC et de VINS de qualités diverses, purs et généreux, qu'ils se proposent de vendre en gros et en détail, à des prix excessivement modérés.

C'est l'occasion pour les amateurs et pour le public en général, de renouer à ces mélanges funestes et corrosifs, à ces mixtures destructives des santés les plus robustes. C'est aussi une opportunité pour MM. du Clergé, de se procurer un Vin pur, étranger à des ingrédients chimiques, et à des moments qui ne permettent même pas de donner un nom à certaines boissons détrempées jusqu'à leur essence.

Adressez-vous MM. HERVEY & Co., coin des Rues St. Vincent et Notre-Dame, N° 84. Montréal, 3 décembre 1850.

### GABRIEL BÉGIN

### ECCLÉSIASTIQUE ET CIVIL

POUR 1851,

A vendre chez

E. R. FABRE et Co.,

Rue St. Vincent, N° 13.

19 nov. 1849.

### HOTEL RICHARD.

CETTE maison, déjà connue du public sous le nom de Pension Privée, est sise à l'extrémité supérieure de la Place Jacques-Cartier (ancien Marché-Neuf), au N° 7. Les familles et les personnes voyageant pour leur santé, y trouvent en tout temps des chambres convenablement meublées, la tranquillité, et toutes les attentions désirables. L'établissement a vue sur le fleuve et réunit à la beauté du site les avantages de la centralité, du voisinage du port et des débarcadères des chemins de fer. Prix égaux à ceux des hôtels où il y a une table d'hôte.

### HECTOR L. LANGEVIN.

AVOCAT.

Bureau, coin des Rues St. Vincent et Ste. Thérèse au-dessus de l'établissement de la Minerve. Montréal, 8 novembre 1850.

### FRANÇOIS LEDUC.

### INFORMATIONS DEMANDÉES.

ON a besoin à ce bureau d'informations sur le Sieur François Leduc, qui serait décédé en Canada vers 1831 ou 1832. Ces informations sont demandées dans l'intérêt d'une famille Leduc, d'Alençon, en France.

Bureau du Secrétaire Provincial, Toronto le 23 Octobre 1850.

A être publié pendant un mois dans les *Mélanges Religieux*, *La Minerve* et le *Journal de Québec*.

A VENDRE ou ÉCHANGER, un

TERRAIN sis et situé au quartier St. Louis de la cité de Montréal, près de l'Évêché de Montréal, de la contenance de 40

pièds de front sur 164 de profondeur, tenant par devant à la rue St. Denis, d'un côté au propriétaire, de l'autre à M. Louis Joseph Papineau, et par derrière joignant à M. Ricard avec une maison en bois à un étage, bien finie, 38 de front sur 32 de profondeur, glacière et autres dépendances dessus construites.

Pour les conditions, qui seront des plus libérales, s'adresser au propriétaire sur les lieux, M. TOUSSAINT LADOUCEUR, ou au Notaire soussigné.

C. A. BRAULT, N. P.

Montréal, 26 juillet 1850.

### ATTENTION!

### À VENDRE,

À l'Évêché, à la Prébende et dans toutes les Librairies Catholiques de cette ville,

### NEUVAINES

POUR SE PRÉPARER À LA FÊTE

DE LA NAISSANCE

DE Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Par le R. P. MEZZARELLI, de la C. de J., traduit de l'Italien, d'après la dernière édition de Rome.

PRIX: 25. 60. LA DOUZAINES.

Montréal, 2 novembre